

## VEILLE SÉCURITÉ CLIMATIQUE

N°1 – JANVIER 2022

Réalisée par Théophile DRIEUX, stagiaire à l'IRSEM.

### Changement climatique et politiques d'atténuation

#### Le changement climatique comme menace la plus importante au niveau global, selon les experts

Selon le Forum économique mondial, les trois risques les plus importants pour la stabilité mondiale ont trait à la dégradation de l'environnement : échec de l'action climatique, climat extrême et perte de biodiversité. Il s'agit d'une évolution notable de la perception des risques mondiaux qui portaient jusqu'alors sur les risques économiques, géopolitiques ou sanitaires. De plus, 77% des sondés de l'enquête menée par le Forum pensent que les efforts d'atténuation au niveau international ne sont qu'à un stade embryonnaire. Si dans les cinq prochaines années, le monde devra faire face à des turbulences économiques majeures, ce sont bien les menaces climatiques et environnementales qui domineront le système international par la suite.

Kate WHITING, "Global Risks Report 2022: what you need to know", *World Economic Forum*. URL : <https://www.weforum.org/agenda/2022/01/global-risks-report-climate-change-covid19/>

#### La Chine souhaite limiter sa production d'hydrofluorocarbures, un gaz de refroidissement très polluant

Pékin a annoncé vouloir limiter la production d'hydrofluorocarbures deux ans avant le délai prévu par l'amendement de Kigali au protocole de Montréal. Les usines chimiques chinoises représentent à elles seules 70% des émissions mondiales d'hydrofluorocarbures qui contribuent 14600 fois davantage au réchauffement climatique que le CO<sub>2</sub>. Cet effort de réduction des émissions chinoises a été salué par certains experts qui estiment que cette décision aura au moins pour effet de limiter la hausse des émissions du pays. Certains doutent toutefois de l'effectivité de la mesure au sein des groupes privés et des capacités chinoises de mesure de ces émissions.

Phil MCKENNA, "China Moves to Freeze Production of Climate Super-Pollutants but Lacks a System to Monitor Emissions", *Inside Climate News*. URL : <https://insideclimatenews.org/news/21012022/china-super-pollutant-emissions/>

### Changement climatique et politiques de Défense

#### Le renseignement canadien intégrera le climat dans ses analyses sur la sécurité nationale

Les services de renseignement canadiens ont annoncé travailler sur le climat, et plus précisément la manière dont le changement climatique impactera la sécurité nationale. Selon le chercheur Simon Dalby, le Canada manque encore d'une stratégie de sécurité qui prenne suffisamment en compte le changement climatique dans le cadre d'un plan à long terme. L'ancien conseiller à la sécurité nationale de Justin Trudeau, Vincent Rigby, a notamment évoqué l'impact très important des catastrophes météorologiques sur les infrastructures canadiennes, ainsi que les risques de différends voire de conflits liés à des ressources comme l'eau. Enfin, l'enjeu de l'exploitation de l'Arctique fera l'objet d'une attention particulière des services de renseignement canadiens.

Catharine TUNNEY, "A cold war in a hotter world: Canada's intelligence sector confronts climate change", *CBC News*. URL : <https://www.cbc.ca/news/politics/csis-climate-change-intelligence-refugees-flooding-1.6284133>

## Ratification d'une loi américaine sur le climat et la Défense

Le 27 décembre 2021, Joe Biden a ratifié le National Defense Authorization Act, qui codifie le National Security Climate Resilience Act. Les différentes mesures que contient cette loi sont proches des recommandations émises par le Center for Climate and Security en 2019. Désormais, diverses mesures de résilience face au changement climatiques devront être mises en place par le DoD en matière de planification, de budget, de programmes d'infrastructures ou encore d'assistance sécuritaire.

Kylie BIELBY, "National Defense Authorization Act Cements DOD's Climate Resilience Role", *Homeland Security Today*. URL : <https://www.hstoday.us/subject-matter-areas/climate-security/national-defense-authorization-act-cements-dods-climate-resilience-role/>

## Les infrastructures militaires américaines sont de plus en plus menacées par les aléas climatiques

Le Centre pour le climat et la sécurité (CCS), think tank américain, a mis en lumière dans une note d'analyse les risques du changement climatique sur les installations militaires américaines. Celles-ci ont été fortement endommagées lors d'ouragans (Floride, Caroline du Nord), d'inondations (Nebraska) ou encore d'incendies (Californie). Onze États américains, qui accueillent 868 sites de l'armée américaine et 41 installations majeures, ont connu d'importantes catastrophes naturelles en 2021. Celles-ci sont souvent très coûteuses : par exemple, en 2018, la base aérienne de Tyndall en Floride a été détruite à 95% par un ouragan, engendrant des coûts de réparation allant de 2 à 3 milliards de dollars.

John CONGER & Erin SIKORSKY, "States of Emergency: Climate Change Risks to U.S. Military Installations in 2021", *The Council on Strategic Risks*. URL : <https://councilonstrategicrisks.org/2022/01/13/states-of-emergency-climate-change-risks-to-u-s-military-installations-in-2021/>

Voir également Greg ALLEN, "Tyndall Air Force Base to Be Rebuilt As 'Air Base Of The Future'", *NBR*. URL : <https://www.npr.org/2019/02/12/693549647/tyndall-air-force-base-to-be-rebuilt-as-air-base-of-the-future?t=1644233290105>

## Contexte stratégique et amplification des risques et menaces

### Un nouveau rapport sur les risques d'une crise de l'eau à venir

Selon le World Resources Institute, 25% de la population mondiale vivent en situation de stress hydrique et, en dépit de progrès attendus, près de 20% n'auront toujours pas accès à l'eau potable à domicile d'ici 2030. Le changement climatique fait craindre une aggravation du stress hydrique dans différentes régions du monde, notamment au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne qui devraient connaître un « stress extrême » à l'horizon 2040. Des tensions géopolitiques liées à des projets d'infrastructures et à la rareté de la ressource apparaissent déjà. Pour y remédier, la mise en place de stratégies d'adaptation et d'un partage plus équitable de l'eau sera nécessaire.

Magali REGHEZZA, « La guerre de l'eau aura-t-elle lieu ? », *Resources Think Tank*. URL : <https://www.thinktank-resources.com/actualites/la-guerre-de-leau-aura-t-elle-lieu/>

### Veto russe à une résolution des Nations Unies liant climat et conflits

La Russie a opposé son veto à un projet de résolution porté par le Niger et l'Irlande, qui demandait au Secrétaire Général Guterres d'« intégrer les risques de sécurité liés au climat en tant qu'élément central dans les stratégies globales de prévention des conflits des Nations unies ». Douze membres ont voté pour, la Chine s'est abstenue et la Russie comme l'Inde s'y sont opposées. Le veto russe s'explique par le refus de Moscou, par principe, d'élargir le champ d'action du Conseil de sécurité. La Russie a également reproché à l'Irlande et au Niger d'avoir soumis la résolution au vote sans attendre un consensus à son sujet. L'Inde, de son côté, a défendu l'idée que le changement climatique était lié à une question de développement plutôt que de sécurité. New Delhi préfère également que la question climatique reste dans les mains d'organes (AG, CESU) où elle siège de manière permanente, ce qui n'est pas le cas du Conseil de sécurité.

Concepcion ALVAREZ (avec AFP), « La Russie utilise son veto au Conseil de Sécurité de l'ONU pour bloquer l'établissement d'un lien entre climat et sécurité », *Novethic*. URL : <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/la-russie-utilise-son-veto-au-conseil-de-securite-de-l-ONU-pour-bloquer-l-etablissement-d-un-lien-entre-climat-et-securite-150416.html>

Carrie NOOTEN, « La Russie bloque l'introduction du climat dans le mandat du Conseil de sécurité de l'ONU », *Le Monde*. URL : [https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/12/14/la-russie-bloque-l-introduction-du-climat-dans-le-mandat-du-conseil-de-securite-de-l-ONU\\_6106009\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/12/14/la-russie-bloque-l-introduction-du-climat-dans-le-mandat-du-conseil-de-securite-de-l-ONU_6106009_3244.html)

## Le HCR demande des fonds pour venir en aide aux 100.000 réfugiés au Nord du Cameroun

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a lancé un appel de fonds de 60 millions de dollars pour venir en aide aux déplacés du Nord du Cameroun. Les violences persistent cette région où éleveurs, pêcheurs et agriculteurs s'affrontent depuis le 5 décembre dernier pour l'accès à une eau devenue rare en raison du changement climatique. Fin janvier 2022, le conflit avait fait 44 morts et plus de 100 blessés. Les événements ont également provoqué le déplacement de plus de 100.000 personnes, le HCR estimant que près de 9 déplacés sur 10 sont des femmes et des enfants.

« Cameroun : le HCR a besoin de 60 millions de dollars pour aider 100.000 personnes déplacées par les violences », *UN News*. URL : <https://news.un.org/fr/story/2022/01/1112752>

## L'eau du Tigre et de l'Euphrate comme outil géopolitique pour Ankara

La Turquie construit un nombre important de barrages sur le Tigre et l'Euphrate depuis les années 1960. Elle régit à l'heure actuelle près de 90 % du débit de l'Euphrate alors qu'elle n'accueille que 28 % de la surface de son bassin. De même, ses barrages lui permettent de disposer de la moitié du débit du Tigre en n'abritant que 10% de son bassin versant. Cet accaparement des ressources en eau a des implications stratégiques : il s'inscrit dans la lutte d'Ankara contre les indépendantistes kurdes (dont le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan) sur son territoire comme dans les pays situés en aval des fleuves, la Syrie et l'Irak.

Camille MARIE & Loez, « Guerre de l'eau et des mémoires au Kurdistan Nord », *Revue Ballast*. URL : <https://www.revue-ballast.fr/guerre-de-leau-et-des-memoires-au-kurdistan-nord/>

## L'Égypte connaît un déficit annuel en eau de 54 milliards de m<sup>3</sup> et se trouve en situation de pauvreté hydrique

Alors que les normes internationales préconisent une quantité d'eau de 1000 m<sup>3</sup> par an et par habitant, ce chiffre descend à 500 m<sup>3</sup> en Égypte. La population du pays a crû continuellement alors que la quantité d'eau disponible a stagné : l'Égypte ne dispose que de 60 milliards de m<sup>3</sup> d'eau disponible par an, alors que ses besoins sont aujourd'hui de 114 milliards de m<sup>3</sup>. Le volume d'eau disponible devrait en outre diminuer en raison de précipitations en baisse et d'une retenue des eaux du Nil par l'Éthiopie avec son Barrage de la Renaissance, d'où l'opposition très forte du Caire au projet. Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed défend, de son côté, sa vision du barrage comme d'un modèle possible d'intégration régionale, mettant en avant son rôle dans la conservation de l'eau et la protection contre les inondations.

Al-Monitor, « Malgré le Nil, l'Égypte sous le seuil de pauvreté hydrique », *Courrier International*. URL : <https://www.courrierinternational.com/article/penurie-malgre-le-nil-egypte-sous-le-seuil-de-pauvrete-hydrique>

Lenin NDEBELE, "Nile River stand-off: Ethiopia downplays Egypt, Sudan's concerns over hydroelectric dam project", *News24*. URL : <https://www.news24.com/news24/Africa/News/nile-river-stand-off-ethiopia-downplays-egypt-sudans-concerns-over-hydroelectric-dam-project-20220121>

## Un accord « Eau-pour-Énergie » inédit entre Jordanie, Israël et Émirats-Arabes-Unis

Le 22 novembre 2021, la Jordanie, Israël et les EAU ont annoncé un accord tripartite inédit intitulé « Eau-pour-Énergie ». Celui-ci a été signé sous l'égide des Émirats qui installeront un parc photovoltaïque en Jordanie et partageront les recettes des exportations d'énergie vers Israël avec les Jordaniens. L'infrastructure devrait être en mesure de produire 600 mégawatts d'électricité par an pour Tel Aviv, pour un montant estimé à 180 millions de dollars. En contrepartie, Israël enverra 200 millions de m<sup>3</sup> d'eau en Jordanie, dont le stress hydrique s'accroît en raison du changement climatique : six des quatorze barrages du pays sont actuellement asséchés. Cet accord ouvre la voie à la coopération civile la plus aboutie entre la Jordanie et Israël depuis les accords d'Abraham.

Ron ROBIN & Dan TCHERNOV, "How Israel pioneers a form of collaboration that may save the planet", *The Jerusalem Post*. URL : <https://www.jpost.com/environment-and-climate-change/article-692198>

Anchal VOHRA, "Water-for-Energy Is Better Than Land-for-Peace", *Foreign Policy*. URL : <https://foreignpolicy.com/2021/12/16/water-for-energy-is-better-than-land-for-peace/>